

UNE PROPOSITION SUR LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE

Hubert Vedrine

Une proposition sur la politique africaine de la France

La France est l'un des seuls pays européens à avoir poursuivi après les indépendances, une vraie politique en Afrique et cette politique est aujourd'hui contestée dans son principe même. On pourrait plaider, contre l'actuel air du temps, qu'elle a longtemps bénéficié aux pays concernés grâce à la zone franc, à la coopération, à l'aide au développement et qu'elle leur a permis, du fait des accords de défense, de ne consacrer qu'un minimum de ressources à leur défense, comme l'avait demandé Houphouët Boigny. On pourrait rappeler, contre l'amnésie, que mise à part la tragédie du génocide au Rwanda largement héritée du passé colonial et des conditions de l'accession de ce pays à l'indépendance, les immenses drames ou guerres civiles qui ont ensanglanté l'Afrique, en faisant de plusieurs centaines de milliers à un ou deux millions de morts, ont eu lieu en dehors de la zone d'influence française: Biafra, Éthiopie, Ouganda, Soudan, Angola, Somalie, Mozambique, Libéria, Sierra Leone, Afrique des grands lacs. On pourrait rappeler aussi l'évolution de cette politique, depuis sa définition initiale par le Général de Gaulle, jusqu'au Président Chirac, en passant par son inflexion significative par le Président Mitterrand, après son discours de La Baule en 1990. Bref, je ne pense pas, loin de là, que la politique africaine de la France ait à être rejetée en bloc. Cependant mon propos n'est pas ici de récapituler positivement l'ensemble des relations franco-africaines des dernières décennies, qui comportent aussi un passif, mais de m'interroger sur leur avenir. Car ce qui domine dans l'opinion française et même dans une grande partie de la classe politique envers l'Afrique, c'est l'indifférence. Bien sûr il y a quelques entreprises, quelques hommes politiques, quelques médias, des hommes et des femmes de culture qui restent liés à l'Afrique et passionnés par elle. Mais ce sont des groupes très minoritaires ou spécialisés. La gauche, quand elle s'en préoccupe, est partagée entre le paternalisme et la charité (l'aide), et la réprobation (droits de l'Homme). Au total elle est distante et gênée. La droite hésite entre retour illusoire à la Françafrique, souci de protection migratoire et banalisation économique et libérale. Elle risque d'être expéditive et maladroite. Des polémiques éclatent sur le traitement de telle ou telle crise. On dit aux français qu'ils ont «perdu l'Afrique». Ils ne savent ni si c'est vrai, ni si c'est grave. On parle périodiquement de reconsidérer le dispositif militaire, et -panacée- «d'eupéaniser la politique africaine de la France» (mais voilà ses partenaires européens n'ont guère l'air intéressé) et bien sûr de favoriser l'Union Africaine, et les organisations régionales. On met en avant des mots comme «codéveloppement», sans être sûr de leur contenu. Périodiquement tel ou tel homme politique proclame son amour de l'Afrique, et qu'elle est indispensable au monde. Plus de 120.000 français vivent ou travaillent encore en Afrique au sud du Sahara. Pourtant, masochisme, le 54^e Sommet France-Afrique est présenté par beaucoup comme une survivance du passé quand le premier Sommet Afrique-Chine annoncerait l'avenir! Le dispositif militaire français en Afrique est jugé par certains dépassé quand les Etats-Unis annoncent la création d'un commandement spécial pour l'Afrique. L'aspect le plus frappant des polémiques, sur la politique africaine, est qu'elles restent pour l'essentiel franco-françaises. Droite contre gauche, ou, plus vives encore, au sein même de la gauche ou de la droite, ONG ou médias contre les pouvoirs, etc... Parfois elles opposent la France et un autre ancien colonisateur, Belgique ou Grande Bretagne ou encore la France à la presse américaine ou belge. Elles sont en tout cas rarement franco-africaines sauf le cas classique d'opposant (de divers bords) reprochant à tort ou à raison depuis Paris aux autorités françaises d'entretenir des relations trop étroites avec celles de leur pays. Les sommets Afrique-France sont des retrouvailles chaleureuses au sommet, mais sans discussion approfondie. Or, je ne pense pas que c'est en débattant et en décidant seuls, de façon nombriliste, de l'avenir de notre politique africaine, que nous sortirons de cette confusion. Nous avons déjà le beau mot de «partenariat», pas encore le contenu et encore moins la pratique. Et il est certain que nous ne pouvons pas poursuivre à l'identique. Je propose donc que soit mise en place après les élections une commission de haut niveau, bipartisane, de gauche et de droite. Ses membres chargés pendant un an de rencontrer les leaders africains, au pouvoir comme dans l'opposition, dans les pays francophones et les autres, des personnalités ou organisations de la société civile au sens le plus large du terme, les responsables de l'Union Africaine et des organisations régionales, et de leur poser trois questions simples: 1 - «Attendez-vous quelque chose de la France?»; 2 - Si, oui, «Comment concevez-vous les relations entre elle et votre pays?»; 3 - «Quelles relations souhaitez-vous entre votre pays et l'Europe?». Aucune question sensible ne serait écartée: rapport Franc CFA-euro, bases militaires, immigration, reconnaissance du passé, accords préférentiels U.E. Afrique, conditionnalité des aides, bonne gouvernance, corruption respect des droits de l'homme, etc... Cette commission pourrait aussi interroger le commissaire européen compétent, et d'autres responsables, européens ou d'autres pays, intéressés. Au printemps 2008 cette commission présenterait les résultats de cette consultation franco-africaine sans précédent au président(e), au parlement et à l'opinion. Un grand débat aurait lieu au terme duquel une nouvelle politique africaine de la France, que l'on peut espérer alors consensuelle et durable pourrait être définie. Elle donnerait à la France des éléments nouveaux pour saisir les autres pays européens qui s'intéressent vraiment à l'Afrique, ainsi que l'ensemble des 27, et bien sûr la commission- et contribuer ainsi d'une façon décisive à la reformulation de la politique africaine de l'Union européenne dans un partenariat enfin constitué avec l'Afrique. Hubert Védrine



Source:<https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Une proposition sur la politique africaine de la France



31/03/2007